



# Déclarations et Discours

No 83/9

---

## VERS UNE REPRISE ÉCONOMIQUE AU SEIN DE L'O.C.D.E.

Notes pour une intervention de M. Allan J. MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à la réunion ministérielle de l'O.C.D.E., Paris, le 9 mai 1983.

Les indices pour le premier trimestre de cette année nous font espérer que la récession actuelle a déjà atteint son niveau le plus bas. La reprise tant attendue semble enfin commencer à se manifester par une montée de la production ainsi que par une stabilisation ou une chute des prix dans nombre de pays de l'O.C.D.E. Après avoir attendu si longtemps, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir, tant individuellement que collectivement, pour garantir que cette reprise soit propice à une croissance non-inflationniste soutenue.

Une telle reprise dans les pays de l'O.C.D.E. donnerait espoir non seulement aux nations industrialisées, mais également aux pays en développement, qui verraient ainsi s'accroître les recettes d'exportation avec lesquelles ils assurent le service de leurs dettes. Une telle reprise allégera les pressions très réelles qui s'exercent sur le système monétaire international, atténuera les pressions fiscales exercées sur les budgets de nos gouvernements et nous permettra également de maintenir ou d'accroître le volume de notre aide aux pays en développement.

Mais ne nous complaisons pas trop à l'idée qu'une reprise soutenue soit chose assurée. Il y a des risques que les conditions d'une telle reprise puissent ne pas être remplies. Ces risques tiennent à un certain nombre de possibilités : persistance de taux d'intérêt réels élevés ; incertitude quant à l'évolution des cours pétroliers ; ou insuffisance des crédits accordés aux grands pays débiteurs. Les membres de l'O.C.D.E. doivent rester disposés à prendre des mesures appropriées pour éviter que le système économique mondial ne soit soumis à de nouveaux « chocs », et c'est d'ailleurs l'image qu'ils doivent donner.

Au cours de l'année écoulée, la communauté mondiale a bien sûr pris des mesures d'importance critique pour affronter ce grand défi économique et financier. Une coopération internationale essentielle a été réalisée entre les secteurs publics et privés, du moins sur une base ponctuelle. Un certain nombre de pays qui connaissent de sérieuses difficultés ont adopté des mesures d'ajustement avec l'aide du F.M.I. Un accord a été aussi réalisé pour l'élargissement des accords généraux d'emprunt et sur la Huitième révision générale des quotes-parts, qui doubleront les ressources que le F.M.I. peut affecter à des prêts. La question d'une allocation supplémentaire de D.T.S. est activement étudiée par le F.M.I. en vue de permettre au Directeur général du Fonds de présenter une recommandation à ce sujet lors des réunions annuelles F.M.I./BIRD en septembre. La Banque mondiale a récemment approuvé un programme spécial d'action qui accélérera le décaissement de quelque 2 milliards de dollars dans les pays emprunteurs. Des ententes ont également été conclues sur la reconstitution des ressources des trois grandes banques régionales de développement. Enfin, il a été possible de rééchelonner la dette d'un nombre croissant de pays. Il faut se féliciter de ces divers efforts. Toutefois, ils ne constituent pas en soi un motif d'auto-satisfaction, étant donné que cette approche globale est fortement tributaire d'une reprise